
LA THÉORIE DE LA PORTÉE RÉVOLUTIONNAIRE DU PROGRÈS TECHNIQUE ET LA LUTTE POUR LA DÉMOCRATIE NOUVELLE ⁽¹⁾

paul boccara

Je voudrais intervenir sur certaines **théories économiques récentes** concernant la portée du progrès technique dans le capitalisme contemporain. La thèse marxiste de la portée révolutionnaire du progrès technique qui se produit à l'intérieur du capitalisme peut paraître banale. Elle n'est pas si banale qu'elle en a l'air.

I

En effet, un des concepts tout à fait dominants dans les théories académiques contemporaines de la croissance, peut-être le concept central, est celui que les théoriciens de la croissance appellent la « neutralité du progrès technique ». On rencontre ce concept dans la plupart des théories de la croissance néo-keynésiennes.

Depuis les théories les plus à gauche dans la famille néo-keynésienne, comme celle de Mrs Joan Robinson, jusqu'aux théories les plus à droite, le concept de neutralité du progrès technique est, en général, un concept central. Cette neutralité du progrès technique est à la base de la possibilité de l'équilibre stable de la croissance, équilibre stable de l'âge d'or théoriquement possible et simple base de référence de l'analyse, ou plus ou moins aménagé, ou plus ou moins automatique, suivant les théories. Pour la théorie marxiste au contraire, cet équilibre stable de la croissance est impossible à terme. A plus ou moins long terme, il y a nécessairement suraccumulation du capital. Et cette sur-

1. Intervention au Colloque international des 11-12 mai 1968, organisé par le « C.E.R.M. », « Démocratie Nouvelle », « Economie et Politique » et « La Nouvelle Critique », sur le thème : « Effets de la révolution scientifique et technique sur les structures socio-économiques contemporaines (capitalistes et socialistes) ».

accumulation du capital met en cause non seulement la stabilité de la croissance mais toujours plus profondément, ce qui ne veut pas dire de façon catastrophique, le capitalisme lui-même.

Au contraire, plusieurs théoriciens académiques de la croissance ont montré comment la possibilité de l'équilibre stable qu'ils prétendent démontrer leur permet d'affirmer que la croissance économique et le progrès social continus sont possibles sans transformations de structures profondes, de portée révolutionnaire, sans mettre en cause les rapports capitalistes de production, la propriété privée du capital (1).

A quoi revient d'une façon schématique cette « neutralité du progrès technique », du moins dans les analyses les plus raffinées, du point de vue de la théorie économique marxiste ?

Si on part de ce que Marx appelle la composition technique du capital, c'est-à-dire le rapport moyen de production/travailleur, et que l'on mesure en coût de travail les moyens de production et le salaire qui revient à la force de travail, le rapport restera constant. Voilà ce que veut dire la neutralité du progrès technique. On retrouve cette définition chez Joan Robinson ou encore chez Kaldor, par exemple dans le « Nouveau Modèle de Croissance économique » de Kaldor et Mirrlees, de 1962 (2). En même temps qu'il y a cette constance du rapport moyens de production, force de travail, mesurée par le coût en travail, il y a neutralité des parts distributives de la répartition, les salaires croissant avec la productivité. Evidemment, les motifs de la compensation des variations du rapport varient suivant la théorie. Objectivement, bien que non directement, cette thèse de la neutralité du progrès technique s'oppose de façon presque polaire à la conception marxiste de la tendance à l'élévation de la composition organique du capital et à la loi de la baisse tendancielle de profit. Cette loi se trouve précisément à la base de la conception marxiste du caractère révolutionnaire du progrès technique en économie capitaliste.

La Conférence économique marxiste internationale, tenue à Choisy-le-Roi en 1966, sur le Capitalisme monopoliste d'Etat a attiré l'attention sur la possibilité d'une conception dogmatique de cette loi de la baisse tendancielle du taux de profit et sur la nécessité de son développement dialectique conforme aux indications mêmes de Marx.

Il ne s'agit pas de concevoir une baisse continue du taux de profit, transposant l'analyse essentielle en terme de valeur au niveau de la réalité concrète en terme de prix. Cette transposition, c'est du marxisme vulgaire par excellence. Le mouvement du taux de profit dans la réalité concrète correspond à une

1. C'est ce que déclarait Kaldor, au nom du socialisme « occidental » dans un article paru dans *Economie Appliquée*, août-septembre 1957 : « L'évolution capitaliste à la lumière de l'économie keynésienne. »

2. J. Robinson : *Essays in the theory of Economic Growth*, Londres, 1962.
N. Kaldor et J. Mirrlees : « A New Model of Economic Growth (*The Review of Economic Studies*, juin 1962).

ligne brisée ou en zigzag, de même que la composition organique du capital s'élèverait périodiquement et non de façon continue sous l'effet des conditions économiques. L'élévation de la composition organique du capital répondant, à un moment donné de l'évolution cyclique, aux difficultés des conditions de la croissance (à la suite d'une certaine phase de stabilité relative de la composition organique) provoque d'abord d'ailleurs, l'élévation du profit extra et l'élévation inflationniste du profit. Toute l'analyse marxiste des rapports entre prix de marché et de la différence entre les prix de marché et les prix de production moyens doit être prise en compte ici.

Par parenthèse, puisque je parle des rapports entre l'analyse en terme de valeur et en terme de prix, il convient de rappeler que précisément les théories de l'équilibre stable de la croissance (théories académiques de la croissance, et aussi théories de la croissance optimale) raisonnent en général en terme physique, avec la dichotomie bien connue entre l'analyse en terme physique et l'analyse en terme de prix. En général ces théories négligent la réalité inéliminable de la concurrence entre capitalistes privés ; elles donnent au taux de profit, quand elles lui accordent un rôle apparent important, un rôle postiche ; elles considèrent, au fond, que le but de la production capitaliste est la consommation, etc. On aboutit ainsi à des conditions d'analyse aussi spéculatives que celle de la théorie de la concurrence pure et parfaite. Nous avons une théorie de la croissance pure et parfaite.

Le développement des contradictions internes de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit aboutit à la théorie de la suraccumulation et de la dévalorisation du capital, dont un aperçu grossier a été présenté à la Conférence de Choisy-le-Roi en 1966. Cette théorie permet, selon nous, de rendre compte du développement cyclique du capitalisme, qu'il s'agisse du cycle moyen, décennal, ou bien de cycles plus longs, du type Kondratieff, avec alors des changements de structures tendant à mettre de plus en plus profondément en cause le capitalisme lui-même pendant les longues phases d'allure dépressive. Ainsi nous avons appliqué cette théorie au passage du capitalisme monopoliste simple à ce que nous appelons le capitalisme monopoliste d'Etat, pendant la longue phase dépressive des années 1930, la tendance au blocage monopoliste de la dévalorisation du capital entraînant la nécessité d'une intervention de l'Etat. Celle-ci se marque notamment par le financement du type public de la production, dont la forme la plus avancée peut être la nationalisation, mais qui comprend bien d'autres formes. Le capital du type public est un capital qui précisément ne réclame pas le même taux de profit que celui des monopoles privés.

Si on peut considérer que la théorie de la neutralité du progrès technique correspond à une certaine révision de la théorie marxiste de l'élévation de la composition du capital et de la loi tendancielle de la baisse du taux de profit, elle n'est bien sûr pas présentée dans le cadre marxiste, elle est présentée dans le cadre keynésien (1).

En fait elle se présente plutôt comme une révision de Keynes, dont le réalisme relatif dû à la pression des difficultés de la longue phase dépressive des années 1930, est évidemment battu en brèche pendant la phase favorable d'après-guerre, la phase longue d'expansion. On retourne, comme le note d'ailleurs Mrs Joan Robinson (sans voir qu'elle fait partie de ce mouvement), sous des formes plus ou moins bâtardes, à une conciliation entre le keynésianisme et le néo-classicisme.

Certes, le réalisme de Keynes est de type conservateur. Il ne s'agit pas du tout d'un marxiste mais d'un adversaire du marxisme. Si Keynes met l'accent sur le rôle du travail et l'emploi, on connaît l'importance de sa dichotomie entre l'investissement et l'emploi. S'il critique les mesures en terme physique des écoles néo-classiques, il ne propose pas pour autant une analyse en terme de valeur. De plus, une négligence particulièrement grave de Keynes est celle du rôle du progrès technique, pour ne pas parler de sa négligence du rôle du monopole. Enfin, s'il met l'accent sur la baisse du taux de profit, s'il a besoin de cette notion essentielle pour comprendre l'évolution du capitalisme, il en fait une baisse mécanique continue de « l'efficacité marginale du capital et il en isole la « propension à consommer ». Tous ces aspects expliquent non seulement les illusions keynésiennes sur l'intervention de l'Etat, mais encore comment les développements « critiques » tendant à retourner à l'équilibre néo-classique pendant la longue phase favorable d'après-guerre, ont révisé Keynes à partir de lui-même. On retourne à des mesures physiques au fond dans les analyses. Et, surtout, toutes les théories académiques de la croissance rejettent la conception keynésienne de la baisse de l'efficacité marginale du capital au nom de l'alibi du long terme (2).

II

Cette théorie de la neutralité du progrès technique peut être assimilée à une révision indirecte, et de droite en quelque sorte, de la conception marxiste, de la tendance à la baisse du taux de profit et de la suraccumulation du capital. Récemment nous avons assisté à une révision directe et de gauche, ou plus exactement gauchiste, se réclamant du marxisme. Elle se fonde,

1. Bien qu'il y ait eu, dans le cadre marxiste, des théories analogues, de type révisionniste, insistant précisément sur la baisse de valeur du capital constant qui s'opposerait à la loi marxiste de la baisse du taux de profit et ressemblant, par exemple, aux théories de Kaldor.

2. Tout en restant fondées sur d'autres éléments essentiels de la théorie de Keynes.

en quelque sorte, sur une conception de la portée irrationnelle du progrès technique dans l'économie capitaliste contemporaine. **Nous prétendons que la théorie marxiste authentique dépasse ces deux vues unilatérales dans sa conception du caractère révolutionnaire du progrès technique.**

Cette conception de tendance gauchiste, révisant directement, mais à sa façon, les conceptions de Marx, apparaît dans l'ouvrage de Baran et Sweezy de 1966, **Monopoly Capital**, en polémique directe, d'ailleurs avec les théoriciens de la croissance (1).

Que disent donc les auteurs de **Monopoly Capital** de ce point de vue-là ? La loi de la baisse tendancielle du taux de profit ne serait plus valable dans le capitalisme actuel. Elle doit être remplacée par une loi nouvelle, la loi du surplus croissant (2).

Ainsi la loi du surplus croissant serait l'effet du progrès technique accéléré dans le cadre de la structure du capitalisme monopoliste, dans le cadre de la structure capitaliste contemporaine.

La notion confuse de surplus est opposée au concept dit « traditionnel » de plus-value. Et d'ailleurs l'analyse est menée essentiellement sur le même terrain que l'analyse académique de la croissance, c'est-à-dire en termes physiques et de prix et non à la fois en termes de prix et de valeur. De même à l'analyse marxiste centrée sur le taux de profit est substituée une analyse centrée sur le taux de surplus, les rapports entre surplus et salaires, etc. Ainsi on attire l'attention, comme les théories académiques de la croissance sur les contradictions relativement superficielles de la répartition, et non sur celles de la production — entre forces productives de plus en plus collectives (avec le développement du capital constant, etc.) et propriété privée des moyens de production déterminant le but fondamental de la mise en valeur du capital.

En même temps, sous prétexte de dépassement moderne de la loi « traditionnelle » dite « classico-marxiste » de la tendance à la baisse du taux de profit, on retourne non seulement à la conception mystificatrice wicksellienne de la suraccumulation conçue comme l'inégalité entre l'épargne et l'investissement, mais au-delà à la conception unilatérale déformante de type sous-consommationniste de la suraccumulation (3). Certes, la tradition dominante de cette déformation est de « gauche », puisqu'elle a été inaugurée par Sismondi et illustrée chez les économistes se réclamant de Marx, par Rosa Luxembourg. L'analyse dominante de J. Robinson et N. Kaldor repose sur la déformation exactement symétrique de type surconsommationniste, remontant à Ricardo et renouvelée chez les économistes se réclamant de Marx, par Otto Bauer (première manière). Au contraire, l'ana-

1. Paul A. Baran et Paul-M. Sweezy, **Monopoly Capital**, An Essay on the American Economic and Social Order, New York, 1966.

Comme on le sait, Sweezy avait déjà critiqué la loi établie par Marx dans son célèbre ouvrage de 1942, **The theory of capitalist development**, Principles of Marxian Political Economy.

2. Expression de surplus que l'on rencontre déjà chez Sismondi.

3. Malgré un vague éclectisme, la tendance sous-consommationniste domine l'analyse en question.

lyse du **Capital** permet de dépasser ces deux types de théories unilatérales (1).

La société capitaliste n'est pas mise en cause à la façon dont Marx la mettait en cause, mais d'une façon unilatérale. On ne voit pas les conflits accrus entre capital et travail. Ces conflits se trouvent au centre de la théorie marxiste de la tendance à la baisse du taux de profit, avec la contradiction antagoniste entre capital constant et capital variable — travail passé accumulé et travail vivant — qui éclate, sous l'effet du progrès technique sous la forme de la suraccumulation. On ne voit pas comment ces conflits sont accrus par le développement des forces productives et comment ils aboutissent à la suraccumulation du capital. Comment, en quelque sorte, ces conflits fournissent eux-mêmes la base de la solution nécessaire. Selon la théorie du socialisme scientifique de Marx, le développement même du capitalisme indique la solution, fournit une base objective aux luttes révolutionnaires, bien qu'il n'y ait pas de fatalisme.

Nous insistons à présent sur la tendance immanente du capitalisme à opposer à la suraccumulation l'intervention étatique au profit du capitalisme de monopole et sur la solution révolutionnaire de la nouvelle suraccumulation qui se développe sur cette base. Cette solution, grâce à la nationalisation des monopoles étendue aux secteurs-clés et à la prise de contrôle démocratique de l'Etat par le mouvement ouvrier, par les partis de gauche unis, permettra de dégager le développement technique, économique et social de son asservissement aux exigences de la mise en valeur des capitaux. Dans l'analyse de Baran et Sweezy, ce n'est pas tellement le mode de production qu'on met en cause, c'est le mode de consommation du surplus. On rejoint les critiques de la société de consommation. Il s'agit de la critique de l'irrationalité et du gaspillage des gadgets, de la publicité, des services, des armements, de l'insuffisance des équipements collectifs, de la vie aliénée, etc. Il y a bien sûr, une part de vérité dans ces thèses. Mais cette part de vérité est mystifiée et déformée (2). Malgré l'espérance sous-jacente de la catastrophe mécanique sous-consommationniste, on rencontre une autre tendance, commune avec les théories de la croissance stable du capitalisme, fondée sur cette même base théorique sous-consommationniste : il y aurait une possibilité d'utilisation indéfinie du surplus croissant par l'Etat bourgeois. Il s'agit de la solution des armements et de la guerre. Les limites éventuelles de la croissance contemporaine (permise par cette solution) ne résultent pas du développement des contradictions internes du capitalisme (3). Par ailleurs, la société serait de plus en plus pervertie par les diverses méthodes d'utilisation du surplus.

1. De même, alors qu'on évoque Fourier à propos des théories de tendance gauchiste, il convient de ne pas oublier que le marxisme représente le dépassement de l'opposition entre Fourier et Saint-Simon.

2. De même qu'il y a une part de vérité mystifiée dans les analyses post-keynésiennes.

3. Les seules limites objectives à la solution de la croissance capitaliste par les armements viendraient de la nature des armements les plus récents, stimulant moins l'emploi et l'investissement. Une autre limite, subjective, viendrait du risque majeur de guerre nucléaire. Il ne s'agit pas du développement des contradictions internes de l'économie capitaliste conduisant nécessairement à la suraccumulation et au freinage de la croissance du fait du progrès technique lui-même. Les limites les plus visibles représentées par l'inflation ne sont même plus évoquées, contrairement à ce que faisait Baran dans son ouvrage de 1957 : **The Political Economy of Growth**.

Ainsi, au lieu que les transformations techniques, économique et sociales soient la base **objective** des luttes révolutionnaires on tend à passer à une condamnation de type moral. On retourne aux théories de type gauchiste, utopiste, que critiquai Marx quand il expliquait que l'Histoire progresse, y compris par son mauvais côté, que la pourriture est le laboratoire de la vie, etc.

Dans toutes ces formes qui sont rejetées comme irrationnelles malgré leur irrationalité et le gaspillage qu'elles représentent il faut voir l'autre aspect, le développement de la régulation de la consommation par l'Etat qui prépare des structures nouvelles, le développement du rôle de la science et de l'éducation. Mais les deux aspects sont liés contradictoirement dans le capitalisme. Ainsi le développement de la révolution scientifique et technologique se produit même à travers les divers gaspillages qui ont leur aspect positif dans le négatif.

Ainsi, selon les deux conceptions unilatérales, le progrès technique ne rend pas **nécessaire** la transformation de structure de la société capitaliste pour pouvoir continuer à se développer et à se socialiser. La conception de tendance gauchiste insiste initialement sur les résultats irrationnels du progrès technique accéléré par les monopoles qui entraînent la condamnation morale du type de société et des désordres psychiques croissants. En réalité, les rapports socio-économiques eux-mêmes du capitalisme actuel, du capitalisme monopoliste d'Etat, voient leur antagonisme interne, résultant de la contradiction entre la structure monopoliste privée dominante et le progrès des forces productives, se développer. Le capitalisme monopoliste d'Etat entre en crise parce que la domination monopoliste sur la production s'oppose aux nécessités objectives nouvelles du progrès technique lui-même, sur lesquelles s'appuie la lutte ouvrière et démocratique (1).

1. Notons que Baran et Sweezy rejettent la conception marxiste dite « traditionnelle » du rôle révolutionnaire du prolétariat industriel au nom des transformations du capitalisme développé des Etats-Unis. Ils insistent sur la diminution de son importance quantitative et sur le fait que ceux qui souffrent le plus du système seraient les « marginaux » (vieux, habitants des taudis, renvoyés des écoles, etc.). L'espoir révolutionnaire résiderait donc dans les continents sous-développés. Les possibilités nouvelles de l'alliance de toutes les couches antimonopolistes et notamment des travailleurs manuels et intellectuels autour du prolétariat industriel leur échappent.

III

Je voudrais après cet exposé abstrait terminer par quelques remarques un peu plus concrètes. Ces remarques porteront sur cinq points. Je procéderai par affirmation étant donné le manque de temps.

Premier point : la question liée au progrès technique contemporain, du développement des activités de service, de la publicité à l'éducation, du travail improductif, si vous voulez, comme nous disons.

Brièvement, à l'intérieur de l'entreprise capitaliste, on peut considérer cela par hypothèse comme une sorte de pseudo-capital constant. On a évoqué ce matin le problème de la création éventuelle de valeur par le travail dit improductif. Au-delà de

l'opposition entre création de valeur et simple consommation de valeur qui ne crée rien, se pose la question du transfert de la valeur contenue, comme pour le capital constant.

A l'extérieur de l'entreprise capitaliste, quand il s'agit de l'Education nationale, etc., on pourrait voir là en quelque sorte des « faux frais », pour employer une expression de Marx, faux frais nécessaires à l'économie capitaliste suivant le degré de socialisation des forces productives. Evidemment, la prise en considération de ces faux frais, dont le poids quantitatif et qualitatif augmente avec la socialisation des forces productives, précisément, nécessite aussi une vision non dogmatique de la conception de la composition organique du capital, de la loi de la baisse tendancielle des profits, etc. Ces faux frais seraient permis par une structure donnée dans une phase donnée. Mais le développement des forces productives met en cause les structures qui permettent de dégager ces faux frais ; ces dépenses nécessaires pèsent désormais sur le profit. On rejoint ici le problème de la charge fiscale qui était évoquée ce matin et que nous jugeons tout à fait crucial, qu'il s'agisse des Etats-Unis ou de la France. C'est un problème très important qui indique une sorte de tournant dans l'atmosphère de la croissance du capitalisme. Et il n'y a pas seulement la charge fiscale, il y a aussi la charge inflationniste. Si ce n'est pas l'une c'est l'autre que l'Etat fait peser, à cause notamment de ces faux frais. Je sais qu'on pourrait me répondre ce que répondait Mrs Joan Robinson au marxiste américain J.M. Gillman (évoquant des questions analogues dans son ouvrage de 1957 sur la loi de la baisse tendancielle de profit au XX^e siècle) dans la revue « Science and Society » (1). Gillman appelait U les dépenses improductives (« unproductiv ») dans l'entreprise capitaliste. Mais il hésitait entre soustraire U au profit et l'ajouter à C. De toutes façons, Mrs Robinson répondait : « Ce U pèse sur le dos des travailleurs et non sur les capitalistes ».

Cette réponse ne me paraît pas tout à fait correcte. Pourquoi ? Tout d'abord, dans la mesure où il s'agit d'un pseudo-capital constant l'objection tombe. Ensuite, dans la mesure où il s'agit d'un prélèvement pour faux-frais sociaux, dire qu'il pèse sur le dos des travailleurs n'est vrai qu'en partie. Dans la mesure où cela pèse effectivement sur le dos des travailleurs, cela se rattache d'ailleurs à la généralisation de l'exploitation de tous les salariés, ouvriers ou non, que nous avons évoquée à la Conférence de Choisy avec la prolétarisation nouvelle du capitalisme monopoliste d'Etat. Mais surtout il y a des limites fondamentales à ce processus de report sur les salariés. Cela entraînerait la nécessité de salaires plus élevés, lesquels pèseraient à leur tour sur les profits. L'analyse est bien connue. C'est précisément en liaison avec la tendance à l'accroissement relatif des salaires avec

1. Joseph M. Gillman : *The falling rate of profit, « Marx's law and its significance to twentieth century capitalism »* Londres, 1957. Voir la discussion de l'ouvrage, dans *Science and Society*, de 1959.

l'accroissement de l'emploi lié à l'accumulation du capital que se produirait la réponse de l'élévation périodique de la composition organique du capital. Celle-ci permet de déprimer les salaires, non pas pour un ajustement équilibré de la croissance, comme on le croit sur le papier, mais dans le cadre de la lutte concurrentielle capitaliste, par le chômage, etc.

Nous sommes ainsi conduits à un **deuxième point**, celui de certains aspects de la situation en France, où précisément le chômage est devenu un fait majeur à partir de 1967. Malgré la reprise de 1968, il ne peut pas être résorbé, précisément en raison de la nécessité concurrentielle de l'utilisation du progrès technique contre les travailleurs de toutes catégories, en raison de la nécessité de la concurrence nationale et internationale pour le profit, qui pousse à utiliser le progrès technique contre les travailleurs par la rationalisation capitaliste.

De même, l'Etat s'efforce de limiter sa contribution à la consommation, à ces faux frais, qu'il s'agisse de l'attaque contre les prestations sociales ou qu'il s'agisse du rationnement, dans la mesure du possible, de la Santé ou de l'Ecole. Mais aussi, le progrès des forces productives entraîne des exigences sans cesse accrues dans le domaine de l'enseignement et de la recherche. On sait les difficultés que l'on connaît dans tous ces domaines, notamment dans le domaine de l'Université, liées à ces changements profonds, au développement contemporain des forces productives dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat. Ces difficultés changent le climat de la croissance capitaliste, semble-t-il, en ce moment. Elles se rattachent sans doute à la théorie de la suraccumulation longue du capital et des longues vagues du type Kondratieff.

Et, en même temps qu'il y a ces pressions sur la consommation, vous en connaissez des effets en France. En 1967, nous avons assisté à l'insuffisance de la demande intérieure précisément à cause de ces pressions, parce qu'on a agi d'abord selon une théorie surconsommationniste à la Ricardo. Et après on s'est aperçu que la demande extérieure ne pouvait pas suffire, parce que précisément, les mêmes problèmes se posent dans tous les pays. Le problème du chômage, de sa croissance, est un problème majeur de notre évolution dans la toute dernière période.

Qu'il s'agisse de l'insuffisance des dépenses de l'Education nationale ou qu'il s'agisse des problèmes de l'Emploi, s'ils se rattachent à une nouvelle suraccumulation profonde, on ne peut répondre aux objectifs démocratiques qu'en mettant en cause les structures capitalistes qui sont relativement figées depuis les transformations de la Libération par la nationalisation antimonopoliste, par une nouvelle dévalorisation structurelle profonde.

J'en viens au **troisième point** : cette question des phases longues. Il est possible que nous assistions effectivement à un retournement du cycle long en ce moment. Des difficultés pour la croissance semblent s'annoncer après, en quelque sorte, une période de près de vingt-cinq années de relative stabilité après la guerre, pendant lesquelles le cycle décennal était aplati, comme on l'avait déjà vu dans les années 1897-1914. Nous irions alors vers une période de difficultés longue, liée à une suraccumulation longue, la suraccumulation expliquant, selon nous, le développement cyclique aussi bien moyen que long. Ainsi se manifesterait une crise de structure du capitalisme monopoliste d'Etat. C'est du moins une hypothèse de travail.

On peut me répondre en rappelant les critiques qui ont été jadis faites à Kondratieff, dont, d'ailleurs, l'analyse causale propre me paraît unilatérale, de type surconsommationniste. Mais la plupart des critiques de Kondratieff n'ont pas contesté, et pour cause, la validité des séries de prix, des fluctuations longues de prix. Et le problème du dollar américain et de l'or n'est pas fait, je pense, pour s'opposer à un changement d'atmosphère de type « longue vague Kondratieff », de ce point de vue-là ; de même que ces problèmes monétaires américains ne sont pas étrangers à la révolution technologique que les Etats-Unis connaissent en ce moment.

Quatrièmement. Nous pensons que l'automatisation se trouve au cœur de la révolution technique qui commence à peine, selon la conception de Marx, qui définissait la révolution industrielle par le changement du rapport du travailleur aux moyens de production, le passage de l'outil manuel à la machine-outil. De même, ce sont des fonctions de type intellectuel qui passent désormais aux moyens matériels. On peut avancer l'hypothèse que, de même que la révolution industrielle a permis à l'industrie, progressivement, par étape, de dominer l'activité productrice des sociétés capitalistes, de même cette révolution pourrait être qualifiée de révolution scientifique, car elle permettrait à la science de dominer progressivement l'activité productrice de demain. Cela pose, au-delà du problème du passage au socialisme (1), celui du passage au communisme, étant donné le développement nécessaire de l'homme en tant que tel (2). Le communisme, Marx le définissait précisément dans le **Capital**, par l'activité non productrice des biens matériels devenue dominante.

Si c'est le communisme lui-même qui devient progressivement nécessaire, toute forme de capitalisme sera **graduellement** dépassée, quelle que soit sa forme, y compris le capitalisme d'Etat le plus développé, et même toute forme de socialisme, dans la mesure où il s'agit d'un premier stade de transition encore mar-

1. L'antagonisme entre l'exploitation capitaliste de la force de travail et le développement des forces productives approcherait de son paroxysme, dans cette époque où le progrès de la productivité ajoute de plus en plus à l'accroissement du capital constant le développement tendanciellement plus coûteux et plus massif des hommes eux-mêmes, aux rigidités du capital fixe de la production matérielle, celles de la production intellectuelle et de la production des hommes. Le problème du caractère marchand de l'économie est lui-même posé avec le rôle croissant de la science dans la production, comme le suggérait déjà Marx.

2. Ce « télescopage » lié au long pourrissement du capitalisme, serait aussi à mettre en rapport avec la part de vérité mystifiée des critiques de la « société de consommation ».

qué par les « stigmates » de l'économie capitaliste dont il es-
sue, comme le disait Marx dans la « Critique du Programme
de Gotha ».

Un **cinquième point** concerne le programme du Parti Commu-
niste Français. Le Parti Communiste s'appuie sur les tendances
objectives, pensons-nous, de l'évolution du capitalisme monopo-
liste d'Etat, des tendances objectives révolutionnaires de l'évolu-
tion du capitalisme lui-même dans sa lutte pour une démocratie
nouvelle politique et économique. A notre avis l'analyse de la
suraccumulation du capital étaye et éclaire, comme je l'ai dit,
la lutte qui vise à obtenir que le programme du gouvernement
commun de toute la gauche comprenne l'extension progressive
des nationalisations industrielles, à tous les secteurs-clés.

Nous pensons qu'il faut mettre en cause d'une façon limitée mais
décisive, le capitalisme lui-même par la nationalisation des mono-
poles des secteurs-clés, du moins d'une façon progressive et sous
des formes diverses, comme des sociétés d'économie mixte, etc.
Certes, nous savons que la nationalisation, si elle est une condi-
tion nécessaire, n'est pas une conditions suffisante pour une
planification qui soit à la fois scientifique et démocratique.
L'expérience même des pays socialistes le montre. D'où l'in-
térêt que nous portons précisément à la critique marxiste des
théories de la croissance pour voir ce qu'elles peuvent avoir
d'utile au-delà de tout leur aspect spéculatif, y compris les
théories de la croissance optimale qui sont très largement
obérées par le raisonnement en termes physiques, de fonction
d'utilité collective en économie capitaliste, etc.

Nous tournons également nos regards vers les expériences nou-
velles de la gestion en économie socialiste. Sans doute le pro-
blème de la stimulation et de la régulation des effets du pro-
grès technique (1), dans une économie plus ou moins marchande
se trouve au centre des questions, même dans les conditions
d'une économie socialiste. De ce point de vue-là on pourrait
utiliser certains enseignements de la théorie marxiste de la sur-
accumulation et de la dévalorisation du capital en économie
capitaliste où il s'agit essentiellement d'une régulation spontanée
des effets du progrès technique dans le cadre d'une économie
marchande.

Déjà, selon nous, c'est à la suraccumulation profonde des an-
nées 1930 que l'on peut rattacher l'intervention publique et le
capitalisme monopoliste d'Etat comme solution structurelle. Mais
le clichage de ces structures nouvelles, tandis qu'elles permet-
taient précisément le progrès des forces productives aurait
provoqué une nouvelle suraccumulation profonde. Ce qui est
en cause maintenant, dans cette nouvelle phase longue, ce
sont de nouvelles luttes mettant en cause la structure capita-

En liaison avec la ré-
volution technique qui
commence.

liste, et nous sommes portés par ce courant économique profond, dans l'unité avec la gauche socialiste, bien qu'il n'y ait pas, bien entendu, une action mécanique fatale du développement économique sur le mouvement politique. Il n'y a pas un développement fataliste. Ainsi, lors de la dépression des années 1930, l'intervention de l'Etat comme solution au blocage de la structure monopoliste simple avait pu revêtir des formes les plus diverses, de l'économie nazie au New-deal de Roosevelt, ou aux réformes démocratiques de la France à la Libération. Nous luttons donc, en France, pour une issue de type démocratique, ouvrant la voie au socialisme dans nos conditions originales, dans l'unité des forces de gauche et en nous appuyant sur le caractère révolutionnaire du progrès technique mettant toujours plus profondément en cause la structure capitaliste.

L'analyse du caractère révolutionnaire véritable du progrès technique conduit à rejeter aussi bien la soumission opportuniste de droite aux structures du capitalisme monopoliste d'Etat, découlant de l'ensemble des théories de la croissance post-keynésiennes, que l'opportunisme de gauche, alimenté par la révision de la théorie marxiste de tendance sous-consommationniste. Ce dernier opportunisme tend à négliger les exigences du progrès technique concernant la nationalisation des monopoles, ainsi que les aspects positifs des formes d'intervention nouvelles de l'Etat qui peuvent être développées avec un contenu différent par le mouvement ouvrier et démocratique (1).

Ces deux opportunistes opposés trouvent un terrain commun dans la mesure où les rapports de production proprement dits, l'antagonisme croissant entre le développement des forces productives et la propriété privée des grands moyens de production, perdent leur importance fondamentale au bénéfice des rapports de répartition ou de consommation. Les rapports entre les théories néo-keynésiennes de la croissance et le travaillisme britannique sont bien connus. La critique gauchiste se situe essentiellement sur le terrain du type de civilisation et du modèle de consommation (2).

Au contraire, la théorie marxiste authentique — sans rien négliger de l'irrationalité et du caractère aliénant du mode de consommation et du type de civilisation, ni des aspects progressifs du développement du capitalisme monopoliste d'Etat — montre comment le degré de développement actuel des contradictions objectives des rapports de production capitalistes, sous l'effet du progrès technique, rend nécessaire et possible la démocratisation de l'Etat et la nationalisation progressive des monopoles, permettant une véritable planification démocratique ouvrant la voie, à travers l'étape d'une démocratie nouvelle, économique et politique, au socialisme et au communisme.

1. Il est symptomatique que Baran et Sweezy rejettent explicitement la définition léniniste du capitalisme contemporain comme capitalisme monopoliste d'Etat, et lui opposent celle de capitalisme monopoliste.

2. En ce qui concerne l'ouvrage de Sweezy et Baran, malgré sa base fondamentale selon nous, erronée, on ne saurait l'assimiler aux pires analyses gauchistes de la « société de consommation ». Non seulement il comporte un certain nombre d'éléments de description et de critique utiles, mais encore l'appréciation de son affirmation finale de « l'obligation morale » de la lutte contre le système ne peut faire abstraction du contexte explicite des difficultés extrêmes de la lutte socialiste aux Etats-Unis.